

(base d'un discours de 25/30 minutes)

Conférence annuelle sur le SIDA
Saint-Pétersbourg – 10 et 11 juin 2019

« **Leçons de l'expérience française** »

Marisol TOURAINÉ

Ancienne Ministre française des affaires sociales et de la santé

Présidente-élue d'UNITAID

Monsieur le professeur Voronine, président de cette conférence,

Monseur Vinay Saidanha, directeur régional d'ONUSIDA

Monsieur le représentant de la Fondation de la Première dame pour les initiatives culturelles et sociales

Messieurs les représentants de l'OMS et d'Unicef

Mesdames et Messieurs les Professeur(e) s

Mesdames, Messieurs

Notre ambition collective et indéfectible est claire : **nous voulons mettre fin au Sida**. C'est pour cela que je me réjouis d'être aujourd'hui parmi vous, à Saint-Pétersbourg, pour évoquer cet enjeu majeur de santé publique mondiale. Il était positif d'entendre le pr Voronine exprimer la volonté que la situation russe soit assumée et traitée de manière volontariste. Votre assistance nombreuse est le gage d'un intérêt partagé pour des échanges qui doivent nous permettre de gagner la bataille contre l'épidémie.

1. MENER LA BATAILLE DE L'ÉRADICATION DU SIDA

Car c'est une véritable bataille que nous menons, contre une maladie apparue il y a à peine 40 ans et qui a tué des dizaines de millions de personnes. Grâce aux efforts conjugués des gouvernements, de la société civile, des associations et des professionnels de santé, **nous avons remporté des victoires** : le taux de couverture du traitement du VIH a fortement augmenté, passant de 2% environ en 1999 à 59% en 2017 ; le nombre de nouvelles infections a baissé de 47 % depuis le pic de 1996 ; le nombre de décès liés au VIH diminue, puisqu'il est estimé à moins d'1 million en 2017, en recul de plus de 51 % depuis le pic de 2004, ce qui

tient en grande partie à l'amélioration de l'accès à la thérapie antirétrovirale. Donc, si nous agissons de manière adaptée, nous pouvons remporter de nouveaux succès.

Mais **le temps n'est pas venu de baisser la garde**, même si parfois les opinions publiques, les jeunes générations, notamment en France, ont le sentiment que le Sida est une maladie du passé. Non, c'est une maladie qui continue de faire des ravages et face à laquelle nous devons rester mobilisés : chaque année la maladie tue, 1,8 million de nouveaux cas d'infection ont été répertoriés l'année dernière dans le monde et **40% des personnes affectées n'ont toujours accès aux traitements**. Le sida reste la **première cause de mortalité des femmes de 15 à 44 ans et la deuxième cause de mortalité des adolescents** dans le monde. 37 millions de personnes (2017) vivent avec le VIH dans le monde, 10 millions sans savoir qu'elles sont infectées.

Pour remporter de nouvelles victoires, nous devons donc accélérer mener la bataille sur tous les fronts à la fois. Le front de **la recherche**, pour permettre à de nouvelles découvertes d'éradiquer la transmission de la maladie. Le front de **la médecine**, pour que partout l'accès aux soins soit assuré. Le **front social**, car ce sont les plus vulnérables, les plus marginalisés qui sont les premiers touchés. Le front politique aussi, car nous devons convaincre tous les gouvernements de s'engager pour éviter que la **spirale dramatique de la marginalisation** des personnes exposées n'accroisse les risques d'infection. Les populations clés sont les plus durement touchées : hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, usagers de drogue injectables, personnes transgenre, détenus, travailleurs du sexe, migrants. **Ces populations représentent 40% des nouvelles infections dans le monde** Nous sommes confrontés à une **crise de la prévention**, selon la formule d'ONUSIDA.

Dans cette bataille, nous avançons dans nos pays, avec le soutien possible d'organisations efficaces et engagées pour la santé mondiale : l'OMS bien sûr, Unitaïd, le Fonds Mondial, Onusida sans même parler d'autres acteurs comme les fondations privées ou certains programmes nationaux engagés notamment en Afrique.

Ce matin, devant vous, je m'exprime à la fois comme **ancienne ministre de la santé en France et présidente-élue du CA d'Unitaid**. Et je voudrais, de ces deux responsabilités, tirer quelques réflexions : nous avons collectivement pris l'engagement de **mettre fin au Sida** dans le cadre de l'agenda mondial pour la santé ; **nous devons nous donner les moyens d'être au rendez-vous de cette promesse**. Bien sûr, chaque pays doit forger sa propre réponse à la maladie, et il ne s'agit pas de transposer des modèles tout faits. En revanche, nous devons nous enrichir de nos expériences, **regarder ce qui marche pour en tirer des leçons**. C'est en tout cas le sens de mon intervention que de vous présenter ce qui a marché en France pour prévenir l'infection par le VIH, et qui a permis des avancées considérables. Je voudrais partager avec vous les grands principes de notre action. Ma conviction est que c'est par l'innovation, sur tous les terrains, que nous avons su avancer.

2. INNOVER POUR FAIRE RECULER LA MALADIE.

Je voudrais insister sur plusieurs principes qui ont guidé au fil des ans la politique française.

En premier lieu, les impératifs de santé publique ont amené la France à faire le choix d'une **politique active de « prévention des risques »**, qui a donné des résultats majeurs : c'est désormais une politique de « **réduction des risques** », vis-à-vis de l'ensemble des groupes à risque, que nous faisons le choix de cibler dans nos programmes de dépistage. Il y a d'abord une démarche, privilégier les stratégies de soin et de prévention, pour limiter les conséquences sanitaires et sociales des comportements à risques, pour mettre fin à la transmission d'infections comme les hépatites ou le VIH, dans les groupes clés, et donc dans la population générale. Les programmes qui marchent ont été inscrits dans la loi.

Très concrètement, **l'infection et la transmission du VIH par les toxicomanes a pratiquement disparu** comme a disparu la transmission de la mère à l'enfant. Ce résultat est bon pour les populations concernées, il est par conséquent bon pour la population tout entière. Mais nous pouvons faire mieux : la France, qui compte 65 millions d'habitants, enregistre encore 6400 cas de nouvelles infections chaque année. C'est peu diront certains, c'est encore 6400 cas de trop. Les attentes sont fortes à l'égard des nouveaux programmes de prévention, notamment la PrEP.

Si nous avons atteint ce résultat, pour nous suffisant qu'il reste, et c'est mon **deuxième point**, c'est parce que nous avons fait de l'innovation la clé de la prévention. Tous les territoires français disposent désormais de structures de prévention et de dépistage, nous multiplions, avec le soutien des associations, les tests d'orientation rapide parmi les populations à risque, **j'ai moi-même autorisé les auto-tests et la prophylaxie pré-exposition par le Truvada (la PrEP) pour les personnes dont le comportement reste risqué**. S'il y a une chose que j'ai apprise comme ministre de la santé, c'est que la santé publique s'accommode mal des jugements moraux et que seul l'impératif d'efficacité doit être pris en considération : **il était de mon devoir de ministre de la santé de mettre en œuvre ce qui permet de réduire la transmission de la maladie**. C'est pourquoi j'ai non seulement autorisé la PrEP, la France devenant le deuxième pays à le faire, mais que j'ai aussi décidé d'en autoriser le remboursement par la sécurité sociale, pour qu'il n'y ait aucune exclusion financière. De même, les préservatifs peuvent désormais être pris en charge par la sécurité sociale : on ne dira jamais assez l'importance de l'éducation sexuelle.

Le troisième principe de la politique française, c'est d'innover pour **mieux traiter** le Sida. Le grand défi est de parvenir à améliorer la couverture antirétrovirale. Pour cela il faut renforcer les moyens alloués à la recherche. La France est pleinement engagée, l'Agence française de recherche sur le sida et les hépatites virales occupe la 2^{ème} place au monde en termes de productions scientifiques sur le sida. De nombreuses équipes françaises sont impliquées dans des programmes internationaux, notamment pour développer un vaccin. **Je crois fermement que la forte imbrication en France de la communauté scientifique et de la communauté médicales a été et reste un atout de premier plan**. Et que le dialogue entre les experts et le gouvernement est une chance mais aussi une responsabilité pour chacun : les

experts doivent parler, s'engager, s'ils veulent que les responsables publics agissent. Ministre, j'ai apprécié d'être conseillée par les experts, qui m'ont ensuite soutenue lorsque j'ai eu à prendre des décisions sensibles.

Car nous avons aussi fait le choix de maintenir un **système de santé solide et solidaire**, qui permet à chacun, en proximité de son lieu de vie, d'être dépisté, suivi ; traité sans avoir à déboursier un seul centime. Ma conviction est que la solidité des systèmes de santé et des organisations de prise en charge des patients est un facteur clé d'une bonne prise en charge.

Enfin, je veux dire l'importance du rôle des associations et de la société civile. Elles ont été pionnières dans la lutte contre le Sida, et elles sont irremplaçables pour toucher les populations les plus vulnérables ou les plus discriminées. Je veux saluer ici comme je le fais à Paris et partout dans le monde leur contribution irremplaçable, elles ont été pour moi, ministre, des partenaires incontournables pour l'efficacité des actions mises en place.

Une des forces de la politique de prévention en France, c'est d'avoir su organiser opérationnellement ce travail avec les associations. Nous les réunissons dans des comités régionaux que nous appelons les COREVIH, nous faisons avec elles l'état des lieux de l'épidémie et des difficultés rencontrées, et, après avoir fixé collectivement le cadre dans lequel elles doivent travailler, **nous leur déléguons une grande partie des actions, et en particulier celles pour lesquelles elles ont à l'évidence de meilleurs résultats que les services publics**, celles pour lesquelles il faut entrer dans une relation « de pair à pair » avec les groupes à risques. Ce sont des partenaires incontournables et irremplaçables.

Comme pour les soins, cela a un coût, qui repose pour partie sur les financements propres de ces associations et sur la collecte de fonds auprès du public. Mais nous avons également choisi d'y consacrer des **financements publics importants**, qui nous permettent de disposer d'opérateurs solides et efficaces.

3. LA FRANCE EST UN ACTEUR ENGAGÉ ET CONVAINCU DE LA SANTÉ MONDIALE

L'action internationale de la France s'exerce dans le cadre de la **Stratégie de la France en santé mondiale**.

Au cours des précédentes décennies, la France s'est distinguée par son engagement dans la lutte contre les maladies infectieuses, comme dans la promotion de la santé maternelle et infantile et de l'objectif de couverture santé universelle. Pour atteindre les objectifs du développement de 2030 et celui du déploiement de la **Couverture Sanitaire Universelle**, des actions résolues doivent être prises, en matière d'éducation, de lutte contre la pauvreté, de

construction des systèmes de santé. Et, bien entendu, de lutte contre les trois grandes pandémies que sont le VIH-Sida, la tuberculose et le paludisme.

La France a pris l'initiative en 2002 de la création du **Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme**, avec l'Union européenne et le G8 – la Russie en faisait alors partie, merci pour le soutien que vous y avez apporté. Celui-ci permis de sauver 27 millions de vies grâce à des programmes représentant 38 milliards de dollars d'investissements. **Ces programmes ont vu leur efficacité démultipliée grâce à l'action d'Unitaid**, qui permet grâce à des innovations techniques, médicales, sociales, de déployer à large échelles des programmes qui risqueraient sans elle de rester à l'état de prototypes. C'est ainsi que **c'est grâce à Unitaid, qui a obtenu la baisse drastique du prix des traitements anti-Sida, que des millions de malades ont pu être traités dans les pays non développés** : des traitements antirétroviraux à 75\$ sont désormais disponibles dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Un test d'auto-dépistage à 2 dollars seulement a été introduit grâce à Unitaid en Afrique : son évaluation au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe a montré que ces tests peuvent atteindre des personnes n'ayant jamais été testées, de dépister des malades et de les traiter.

Unitaid investit actuellement dans des techniques permettant de mieux respecter la prise des traitements, comme les injections de longue durée (long acting injections), elle travaille à une meilleure prise en compte des demandes exprimées par la société, cherche les nouvelles technologies permettant de rendre plus robustes les systèmes de santé. **Unitaid, c'est l'innovation au service de la santé mondiale, de la santé pour tous, de la santé pour chacun. C'est pourquoi je suis fière et heureuse d'avoir été élue à l'unanimité présidente de son conseil d'administration.**

La France apporte un soutien politique et financier majeur à Unitaid dont elle est membre fondateur et premier financeur, et au Fonds mondial. Elle est le deuxième contributeur historique du Fonds, avec plus de 5,3 milliards d'euros de dons cumulés depuis 2002. Elle accueillera à Lyon le 10 octobre 2019 **la 6^e conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial**, dont l'enjeu est majeur puisque l'objectif est de recueillir des engagements internationaux à hauteur de 14Milliards de \$ pour les 3 prochaines années (contre 12 pour la précédente période).

Peut-être avez-vous le sentiment que je m'écarte de mon propos initial. Il n'en est rien. **La lutte contre le sida est bien un enjeu collectif, à l'échelle de la planète.** Les grands pays développés, comme la Russie et la France, ont une responsabilité particulière. Ils doivent être exemplaires, dans ce qu'ils font pour lutter contre l'épidémie sur leur territoire, et dans leurs relations bilatérales. Ils doivent être acteurs et moteurs des coopérations multilatérales.

Et pour commencer, ils doivent apprendre à travailler ensemble, entre eux, chacun à sa place. À ce titre, j'ai été heureuse d'apprendre que vous aviez des échanges maintenant réguliers entre experts russes et français, et que des régions russes et françaises s'engagent dans des coopérations opérationnelles. Je m'en réjouis et souhaite que vous puissiez tirer parti de l'expérience de notre pays, qui a fait le choix de donner la priorité à la prévention depuis 1986 tout comme nous sommes attentifs à la spécificité des situations que vous pouvez rencontrer.

Mesdames, Messieurs,

La lutte contre le Sida est une formidable illustration du pouvoir de la solidarité : d'un mal destructeur, nous avons su à l'échelle mondiale créer l'un des mouvements les plus fédérateurs de notre histoire. Le XXème siècle a été celui de l'émergence de la maladie, de la prise de conscience et des premiers traitements. Le XXIème siècle doit être celui de l'éradication du Sida. Notre victoire dépendra de notre volonté politique à agir et à agir ensemble, des moyens que nous y consacrerons et de notre détermination à protéger les droits de tous les individus, sans distinction ni jugement. Les enjeux de santé publique sont des enjeux politiques et pour que les réponses médicales adéquates soient apportées, nous avons besoin d'une mobilisation citoyenne et politique forte.

Je vous remercie.